

SICARD Claude (A51)

Donald Trump et le boomerang de la « globalization »

Donald Trump vient, à la surprise générale, de prendre la décision de taxer les importations d'acier et d'aluminium dans son pays, et cela déclenche un tsunami dans le monde. On accuse volontiers le Président américain d'être impulsif et imprévisible, et son conseiller économique, Gary Cohn, qui n'était pas dans la confiance, a présenté sa démission, sur le champ. Donald Trump a déclaré, en annonçant cette mesure inattendue, que sous son mandat « l'ère de la capitulation économique était terminée ». Le Président américain part donc en guerre contre la mondialisation.

De quoi s'agit-il, en fait ? Rien de moins que du retour en plein visage du nouveau Président des Etats-Unis du boomerang de la mondialisation. Les Etats-Unis, champion du libéralisme économique, ont voulu, au lendemain de la dernière guerre mondiale, faire de cette doctrine économique un instrument de leur domination. Il y eut les accords du GATT, en 1947, puis ceux de l'OMC en 1994 : les barrières douanières sont ainsi tombées, et l'application des règles libérales a permis de réduire considérablement les inégalités entre pays développés et pays en voie de développement. La Chine est le pays qui a su le mieux tirer parti de cette nouvelle organisation du monde, devenant avec Deng Xiaoping qui a tourné son pays vers le « socialisme de marché » en 1992, le grand bénéficiaire de ce système. On a appliqué les théories d'Adam Smith, complétées par celle de David Ricardo connue sous le nom de « théorie des avantages comparatifs ». Selon Ricardo, chaque pays se spécialisant dans les activités où il dispose d'avantages particuliers, notamment en matière de moyens de production, les échanges se développent et il en résulte, automatiquement, un accroissement des quantités de biens produites. Globalement, tous les acteurs en profitent : il s'agit, nous disent les théoriciens, d'un jeu à somme positive.

Il est intéressant de voir comment, avec l'application des doctrines libérales, se sont développés, dans le monde, les pays. On peut, pour cela, s'en référer aux données de la Banque Mondiale qui a calculé l'évolution des revenus par tête des différents pays, en tenant compte des parités de pouvoirs d'achat (PPA). Les chiffres sont donnés par le tableau ci-dessous pour les principaux pays, en US\$:

Evolution du revenu par tête, en US\$ (PPA)

<u>Pays gagnants</u>			<u>Pays perdants</u>			
	<u>1990</u>	<u>2016</u>	<u>Coefficient</u>		<u>1990</u>	<u>2016</u>
<u>Coefficient</u>						
Chine	986	15.529	15,7	Pays Bas	18.910	50.538
Inde	1.134	6.570	5,8	Allemagne	19.433	48.860
Indonésie	2.989	11.609	3,9	Etats-Unis	23.954	57.638
Thaïlande	4.298	16.913	3,9	France	17.651	41.343
Monde	5.446	16.214	3,0	Monde	5.446	16.214

(Source : BIRD)

Nous avons, dans le tableau ci-dessus, fait le partage entre gagnants et perdants, en nous en référant à la moyenne « monde » donnée par la BIRD. Comme on le voit, les pays asiatiques ont été les grands gagnants de la mondialisation, et tout spécialement, bien sûr, la Chine qui est devenue l'usine du monde. Par contre, les pays développés ont tous été perdants, ce que l'on ne dit jamais.

L'explication nous en est donnée par l'économiste français Maurice Allais, qui a été prix Nobel d'économie en 1988. La mondialisation, avait-il expliqué, est bénéfique à tous les pays lorsqu'on l'applique à un ensemble homogène de pays, des pays ayant sensiblement le même niveau de développement économique. Mais, si on l'applique à un ensemble disparate de pays, des pays n'ayant pas le même niveau de développement économique, on constate alors que ce sont les pays les moins développés qui en bénéficient, au détriment des plus avancés. Il est probable que les Américains n'aient pas connu la thèse de Maurice Allais, et, aujourd'hui, leur Président, bien embarrassé, se trouve en butte aux effets de cette mondialisation dont ils ont été les grands architectes.

Cette mondialisation a fait naître un géant économique, inattendu ; la Chine, un pays communiste qui s'est converti au libéralisme économique en gardant un contrôle de l'Etat sur la société. L'Empire du Milieu est devenu le rival des Etats-Unis, au plan économique, rival aussi, à présent, au plan scientifique, et sans doute rival, demain, au plan militaire. Le PIB de la Chine, calculé en PPA, est sensiblement équivalent à celui des Etats-Unis, la Chine intervient dans les exportations mondiales de marchandises pour 16,5 %, contre 9,1 % dans le cas des Etats-Unis, et ses budgets de R&D s'approchent de plus en plus de ceux de la première puissance mondiale. Déjà, en matière de brevets, est-elle en tête, avec un peu plus d'un million de demandes en 2015, contre 526.000 pour les Américains. Elle a, maintenant, à peu près autant de chercheurs que les Américains.

Le vrai problème, aujourd'hui, pour le Président américain, n'est pas de déclencher une guerre avec ses amis européens, mais bien plutôt de voir comment gérer au mieux cette rivalité avec une Chine de plus en plus puissante. Une Chine rusée, qui, de surcroît, a un système politique où l'Etat joue un rôle de stratège. Et l'on sait que les Chinois sont d'excellents stratèges.

Il faudra que nos amis américains se souviennent que dans son célèbre ouvrage « L'art de la guerre » Sun Tzu avait dit : « L'art de la guerre est de soumettre son ennemi sans combattre ».

Claude Sicard
Economiste, consultant international